

B.24. Die angefochtene Regelung für die Leistung von Überstunden steht schließlich nicht in einem direkten Zusammenhang mit der Verwendung der Registrierkasse. Unter Berücksichtigung seiner weiten Ermessensbefugnis in wirtschaftlich-sozialen Angelegenheiten brauchte der Gesetzgeber daher keinen Behandlungsunterschied zwischen Arbeitnehmern einzuführen, je nachdem, ob ihr Arbeitgeber die Registrierkasse verwendet oder nicht.

Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verhindert ebenfalls nicht, dass der Gesetzgeber einen Anreiz für die Benutzung der Registrierkasse bietet, indem er beide Kategorien von Arbeitnehmern in einem gewissen Maße unterschiedlich behandelt, wie er es mit dem angefochtenen Artikel 31 getan hat, insbesondere indem die Zahl der Überstunden zusätzlich erhöht wird, wenn der Arbeitgeber die Registrierkasse verwendet.

B.25. Im Übrigen leiten die klagenden Parteien aus den internationalen Bestimmungen in Verbindung mit den angeführten Verfassungsartikeln keine Argumente ab, die zu einer anderen Schlussfolgerung Anlass geben.

Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 28. September 2017.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
E. De Groot

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/31611]

30 AUGUSTUS 2017. — Wet houdende instemming met het Multilateraal Akkoord tussen bevoegde autoriteiten betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen, ondertekend te Berlijn op 29 oktober 2014 (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Multilateraal Akkoord tussen bevoegde autoriteiten betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen, ondertekend te Berlijn op 29 oktober 2014, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2017.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: 54-2586.

Integraal verslag: zonder verslag

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/Vlaams Gewest van 07/07/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 18/07/2017), Decreet van het Waalse Gewest van 07/09/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 29/09/2017), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13/07/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 18/07/2017).

(3) Inwerkingtreding : 31/01/16.

<http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/international-framework-for-the-crs/exchange-relationships/#d.en.345426>

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/31611]

30 AOUT 2017. — Loi portant assentiment à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014 (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):
Documents: 54-2586

Rapport intégral: sans rapport

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/Région flamande du 07/07/2017 (*Moniteur belge* du 18/07/2017), Décret de la Région wallonne du 07/09/2017 (*Moniteur belge* du 29/09/2017), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 13/07/2017 (*Moniteur belge* du 18/07/2017).

(3) Entrée en vigueur : 31/01/16.

<http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/international-framework-for-the-crs/exchange-relationships/#d.en.345426>

**ACCORD MULTILATÉRAL
ENTRE AUTORITÉS COMPÉTENTES CONCERNANT
L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE
DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX COMPTES FINANCIERS**

Considérant que les juridictions des signataires de l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (l'« Accord ») sont des Parties à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale ou à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale telle qu'amendée par le Protocole d'amendement à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (la « Convention »), ou des territoires couverts par cette Convention, ou ont signé ou exprimé leur intention de signer la Convention et reconnu que la Convention doit être en vigueur et avoir pris effet à leur égard avant que n'ait lieu le premier échange de renseignements relatifs aux comptes financiers ;

Considérant que les juridictions ont l'intention d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale en approfondissant davantage leur relation concernant l'assistance mutuelle en matière fiscale ;

Considérant que la Norme commune de déclaration a été élaborée par l'OCDE, avec les pays du G20, pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales et améliorer le respect des obligations fiscales ;

Considérant qu'un pays qui a signé ou exprimé son intention de signer la Convention ne deviendra une Juridiction telle que définie à la section 1 du présent Accord que lorsqu'il sera devenu Partie à la Convention ;

Considérant que les lois des Juridictions respectives imposent ou devraient imposer aux institutions financières de communiquer des informations concernant certains comptes et de suivre les procédures de diligence raisonnable qui s'y rattachent, conformément à la portée des échanges définie à la section 2 du présent Accord et aux procédures de déclaration et de diligence raisonnable établies dans la Norme commune de déclaration ;

Considérant que la législation des Juridictions devrait être périodiquement modifiée afin de tenir compte des mises à jour de la Norme commune de déclaration, et qu'une fois ces modifications promulguées par une Juridiction, la définition de la Norme commune de déclaration sera réputée faire référence à la version mise à jour pour cette Juridiction ;

Considérant que le chapitre III de la Convention autorise l'échange de renseignements à des fins fiscales, y compris de manière automatique, et autorise les autorités compétentes des Juridictions à définir la portée et les modalités de ces échanges automatiques ;

Considérant que l'article 6 de la Convention prévoit que deux Parties ou plusieurs peuvent convenir mutuellement d'échanger automatiquement des renseignements, et que l'échange des renseignements s'effectuera sur une base bilatérale entre Autorités compétentes ;

Considérant que les Juridictions ont mis en place ou devraient avoir en place lors du premier échange (i) les protections adéquates pour faire en sorte que les renseignements reçus conformément à cet Accord restent confidentiels et soient utilisés uniquement aux fins prévues par la Convention, et (ii) les infrastructures nécessaires à un échange efficace (y compris les processus garantissant un échange de renseignements en temps voulu, exact et confidentiel, des communications efficaces et fiables, et les moyens permettant de résoudre rapidement les questions et préoccupations relatives aux échanges ou aux demandes d'échanges et d'appliquer les dispositions de la section 4 du présent Accord) ;

Considérant que les Autorités compétentes des juridictions ont l'intention de conclure un accord afin d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale sur la base d'échanges automatiques en application de la Convention, sans préjudice des procédures législatives nationales (s'il y en a), dans le respect du droit de l'UE (s'il est applicable) et sous réserve de la confidentialité et des garanties prévues par la Convention, y compris les dispositions qui limitent l'utilisation des renseignements échangés en vertu de celle-ci ;

Les Autorités compétentes sont convenues des dispositions suivantes :

SECTION 1

Définitions

1. Aux fins du présent Accord, les termes et expressions suivants ont le sens défini ci-après :
 - a) Le terme « **Juridiction** » désigne un pays ou un territoire pour lequel la Convention est en vigueur et a pris effet soit par signature et ratification conformément à l'article 28, ou par extension territoriale conformément à l'article 29, et qui est signataire du présent Accord ;
 - b) L'expression « **Autorité compétente** » désigne, pour chaque Juridiction respective, les personnes et autorités énumérées à l'Annexe B de la Convention ;
 - c) L'expression « **Institution financière de la Juridiction** » désigne, pour chaque Juridiction respective,
 - (i) toute Institution financière résidente de la Juridiction, à l'exception de toute succursale de cette Institution financière établie en dehors de la Juridiction, et
 - (ii) toute succursale d'une Institution financière non résidente de la Juridiction si cette succursale est établie dans la Juridiction ;
 - d) L'expression « Institution financière déclarante » désigne toute Institution financière de la Juridiction qui n'est pas une Institution financière non déclarante ;
 - e) L'expression « Compte déclarable » désigne un Compte financier ouvert auprès d'une Institution financière déclarante et qui, conformément aux procédures de diligence raisonnable prévues par la Norme commune de déclaration, a été identifié en tant que compte détenu par une ou plusieurs Personnes devant faire l'objet d'une déclaration vis-à-vis d'une autre Juridiction, ou par une Entité non financière passive dont une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration vis-à-vis d'une autre Juridiction ;
 - f) L'expression « Norme commune de déclaration » désigne la norme d'échange automatique de renseignements sur les comptes financiers en matière fiscale (y compris les Commentaires) élaborée par l'OCDE aux côtés des pays du G20 ;

- g) L'expression « Secrétariat de l'Organe de coordination » désigne le Secrétariat de l'OCDE qui, conformément au paragraphe 3 de l'article 24 de la Convention, appuie l'organe de coordination composé de représentants des autorités compétentes des Parties à la Convention ;
- h) L'expression « Accord qui a pris effet » signifie, pour deux Autorités compétentes quelles qu'elles soient, que les deux Autorités compétentes ont manifesté leur intention d'échanger automatiquement des renseignements l'une avec l'autre et ont rempli les autres conditions prévues à l'alinéa 2.1 de la section 7. Les Autorités compétentes pour lesquelles le présent Accord a pris effet sont énumérées à l'Annexe E.

2. Tout terme en majuscule qui n'est pas défini dans le présent Accord aura le sens que lui attribue au moment considéré, la législation de la Juridiction qui applique l'Accord, cette définition étant conforme à celle figurant dans la Norme commune de déclaration. Tout terme qui n'est pas défini dans le présent Accord ou dans la Norme commune de déclaration aura, sauf si le contexte exige une interprétation différente ou si les Autorités compétentes s'entendent sur une signification commune (comme le prévoit le droit national), le sens que lui attribue au moment considéré la législation de la Juridiction qui applique le présent Accord, toute définition figurant dans la législation fiscale applicable de cette Juridiction l'emportant sur une définition contenue dans une autre législation de la même Juridiction.

SECTION 2

Échange de renseignements concernant des Comptes déclarables

1.1 Conformément aux dispositions des articles 6 et 22 de la Convention et sous réserve des règles applicables en matière de déclaration et de diligence raisonnable définies dans la Norme commune de déclaration, chaque Autorité compétente échangera chaque année avec les autres Autorités compétentes pour lesquelles cet Accord a pris effet, de manière automatique, les renseignements obtenus conformément à ces règles et précisés dans le paragraphe 2.

1.2 Nonobstant le paragraphe précédent, les Autorités compétentes des Juridictions énumérées à l'annexe A transmettront, mais ne recevront pas, les renseignements spécifiés dans le paragraphe 2. Les Autorités compétentes des Juridictions qui ne figurent pas à l'annexe A recevront systématiquement les renseignements indiqués dans le paragraphe 2. Les Autorités compétentes n'enverront pas ces renseignements aux Autorités compétentes des Juridictions énumérées à l'annexe A.

2. Les renseignements qui doivent être échangés, concernant chaque Compte déclarable d'une autre Juridiction, sont les suivants :

- a) les nom, adresse, NIF et date et lieu de naissance (dans le cas d'une personne physique) de chaque Personne devant faire l'objet d'une déclaration qui est un Titulaire de ce compte et, dans le cas d'une Entité qui est Titulaire de ce compte et pour laquelle, après application des procédures de diligence raisonnable définies dans la Norme commune de déclaration, il apparaît qu'une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration, le nom, l'adresse et le NIF de cette Entité ainsi que les nom, adresse, NIF et date et lieu de naissance de chacune de ces Personnes devant faire l'objet d'une déclaration ;
- b) le numéro de compte (ou son équivalent fonctionnel en l'absence de numéro de compte) ;
- c) le nom et le numéro d'identification (éventuel) de l'Institution financière déclarante ;

- d) le solde ou la valeur portée sur le compte (y compris, dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, la Valeur de rachat) à la fin de l'année civile considérée ou d'une autre période de référence adéquate ou, si le compte a été clos au cours de l'année ou de la période en question, la clôture du compte ;
- e) dans le cas d'un Compte conservateur :
 - (1) le montant brut total des intérêts, le montant brut total des dividendes et le montant brut total des autres revenus produits par les actifs détenus sur le compte, versés ou crédités sur le compte (ou au titre du compte) au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate ; et
 - (2) le produit brut total de la vente ou du rachat d'un bien versé ou crédité sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate au titre de laquelle l'Institution financière déclarante a agi en tant que dépositaire, courtier, prête-nom ou représentant du Titulaire de compte ;
- f) dans le cas d'un Compte de dépôt, le montant brut total des intérêts versés ou crédités sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate ; et
- g) dans le cas d'un compte qui n'est pas visé aux alinéas 2(e) ou (f), le montant brut total versé au Titulaire de compte ou porté à son crédit, au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate, dont l'Institution financière déclarante est la débitrice, y compris le montant total de toutes les sommes remboursées au Titulaire de compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate.

SECTION 3

Calendrier et modalités des échanges de renseignements

1. Aux fins de l'échange de renseignements prévu à la section 2, le montant et la qualification des versements effectués au titre d'un Compte déclarable peuvent être déterminés conformément aux principes de la législation fiscale de la Juridiction qui procède à l'échange.
2. Aux fins de l'échange de renseignements prévu à la section 2, les renseignements échangés indiquent la monnaie dans laquelle chaque montant concerné est libellé.
3. S'agissant du paragraphe 2 de la section 2 et sous condition de la notification prévue à la section 7, y compris des dates qui y sont énoncées, les renseignements doivent être échangés dans les neuf mois qui suivent la fin de l'année civile à laquelle ils se rapportent et pour la première fois par rapport aux années mentionnées à l'annexe F. Nonobstant la phrase précédente, l'obligation d'échanger les renseignements pour une année civile s'applique uniquement si cet Accord a pris effet entre les deux Autorités compétentes et si leurs Juridictions respectives sont dotées d'une législation qui prévoit la communication d'informations pour cette année civile conforme à la portée de l'échange définie à la section 2 et aux procédures de déclaration et de diligence raisonnable stipulées dans la Norme commune de déclaration.

4. [Supprimé]
5. Les Autorités compétentes échangeront automatiquement les informations décrites à la section 2 selon le schéma de la Norme commune de déclaration en langage XML.
6. Les Autorités compétentes œuvreront pour et s'accorderont sur une ou plusieurs méthodes de transmission de données, y compris sur des normes de cryptage en vue de maximiser la normalisation et réduire les complexités et les coûts et les mentionneront à l'annexe B.

SECTION 4

Collaboration en matière d'application et de mise en oeuvre de l'Accord

Une Autorité compétente notifiera à l'autre Autorité compétente lorsque la première Autorité compétente a des raisons de croire qu'une erreur peut avoir eu pour conséquence la communication de renseignements erronés ou incomplets ou qu'une Institution financière déclarante ne respecte pas les obligations déclaratives en vigueur et les procédures de diligence raisonnable au titre de la Norme commune de déclaration. L'Autorité compétente ainsi notifiée applique toutes les dispositions appropriées de son droit interne pour corriger ces erreurs ou remédier aux manquements décrits dans la notification.

SECTION 5

Confidentialité et protection des données

1. Tous les renseignements échangés sont soumis aux obligations de confidentialité et autres protections prévues par la Convention, y compris aux dispositions qui limitent l'utilisation des renseignements échangés et, dans la mesure où cela est nécessaire pour garantir le degré requis de protection des données personnelles, conformément aux protections qui peuvent être exigées par l'Autorité compétente qui communique les données en vertu de son droit interne et figurent à l'annexe C.
2. Chaque Autorité compétente notifiera immédiatement au Secrétariat de l'Organe de coordination toute violation de l'obligation de confidentialité ou des protections et toute sanction et action corrective qui en résultent. Le Secrétariat de l'Organe de coordination notifiera à toutes les Autorités compétentes pour lesquelles le présent Accord constitue un Accord qui a pris effet avec la première Autorité compétente mentionnée.

SECTION 6

Consultations et modifications

1. En cas de difficulté dans l'application ou l'interprétation du présent Accord, chaque Autorité compétente peut solliciter des consultations avec une ou plusieurs Autorités compétentes en vue d'élaborer des mesures appropriées pour garantir l'exécution du présent Accord. L'Autorité compétente qui a demandé les consultations doit veiller, s'il y a lieu, à ce que le Secrétariat de l'Organe de coordination soit informé de toutes mesures ainsi élaborées, et le Secrétariat de l'Organe de coordination informera l'ensemble des Autorités compétentes, même celles qui n'ont pas pris part aux consultations, de toute mesure élaborée.
2. Le présent Accord peut être modifié, par consensus, par accord écrit de toutes les Autorités compétentes pour lesquelles l'Accord a pris effet. Sauf disposition contraire, une telle modification prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période d'un mois après la date de la dernière signature d'un tel accord écrit.

SECTION 7

Durée de l'Accord

1. Une Autorité compétente doit, au moment de la signature du présent Accord ou le plus tôt possible après que sa Juridiction a mis en place la législation nécessaire pour mettre en œuvre la Norme commune de déclaration, déposer une notification au Secrétariat de l'Organe de coordination :

- a) indiquant que sa Juridiction a mis en place les législations nécessaires à la mise en œuvre de la Norme commune de déclaration et en précisant les dates pertinentes concernant les Comptes préexistants, les Nouveaux comptes, et l'application ou l'achèvement des procédures de déclaration et de diligence raisonnable ;
- b) confirmant si la Juridiction doit figurer à l'annexe A ;
- c) précisant une ou plusieurs méthodes de transmission des données y compris le cryptage (annexe B) ;
- d) précisant les garanties, le cas échéant, pour la protection des données personnelles (annexe C) ;
- e) indiquant qu'elle a mis en place les mesures adéquates pour assurer la confidentialité requise et le respect des normes de protection des données, et en y joignant le questionnaire rempli concernant la confidentialité et la protection des données, pour l'inclure à l'annexe D ; et
- f) une liste des Juridictions des Autorités compétentes à l'égard desquelles elle a l'intention que le présent Accord prenne effet, conformément aux procédures législatives nationales (le cas échéant).

Les Autorités compétentes devront notifier rapidement toutes modifications ultérieures aux annexes mentionnées ci-dessus au Secrétariat de l'Organe de coordination.

2.1. Le présent Accord prendra effet entre les deux Autorités compétentes à la plus tardive des dates suivantes:

- (i) la date à laquelle la seconde des deux Autorités compétentes a déposé au Secrétariat de l'Organe de coordination la notification visée au paragraphe 1, y compris la liste des Juridictions des autres Autorités compétentes conformément à l'alinéa 1 (f), et, si cela s'applique,
- (ii) la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur et a pris effet pour les deux Juridictions.

2.2. Le Secrétariat de l'Organe de coordination conservera et publiera sur le site Internet de l'OCDE une liste des Autorités compétentes qui ont signé l'Accord et entre lesquelles le présent constitue un Accord qui a pris effet (Annexe E).

2.3. Le Secrétariat de l'Organe de coordination publiera sur le site Internet de l'OCDE les informations fournies par les Autorités compétentes conformément aux alinéas 1 (a) et (b). Les informations fournies conformément aux alinéas 1 (c) à (f) seront mises à la disposition des autres signataires sur demande écrite adressée au Secrétariat de l'Organe de coordination.

3. Une Autorité compétente peut suspendre l'échange de renseignements visé par le présent Accord moyennant préavis écrit adressé à une autre Autorité compétente indiquant que cette dernière commet ou a commis un manquement grave au présent Accord. Cette suspension est à effet immédiat. Aux fins du présent paragraphe, l'expression « manquement grave » désigne notamment le non-respect des obligations de confidentialité et des dispositions relatives à la protection des données du présent Accord et de la Convention, le fait pour l'Autorité compétente de ne pas communiquer des informations appropriées ou en temps voulu comme le prévoit le présent Accord, ou de qualifier des Entités ou des comptes d'Institutions financières non déclarantes et de Comptes exclus en allant à l'encontre des objectifs de la Norme commune de déclaration.

4. Une Autorité compétente peut dénoncer sa participation au présent Accord ou vis-à-vis d'une certaine Autorité compétente moyennant préavis écrit adressé au Secrétariat de l'Organe de coordination. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date du préavis. En cas de dénonciation, toutes les informations déjà reçues au titre du présent Accord restent confidentielles et soumises aux dispositions de la Convention.

SECTION 8

Secrétariat de l'Organe de coordination

1. Sauf disposition contraire contenue dans l'Accord, le Secrétariat de l'Organe de coordination informera l'ensemble des Autorités compétentes de toute notification qu'elle reçoit au titre du présent Accord et donnera notification à tous les signataires de l'Accord de la signature de l'Accord par une nouvelle Autorité compétente.

2. Tous les signataires de l'Accord se partageront également, sur une base annuelle, les coûts de l'administration de l'Accord par le Secrétariat de l'Organe de coordination. Nonobstant la phrase précédente, les pays éligibles seront exemptés du partage des coûts conformément à l'article X des Règles de procédure de l'Organe de coordination de la Convention.

Fait en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

ANNEXE A :
LISTE DES JURIDICTIONS POUR LESQUELLES IL N'Y A PAS DE RÉCIPROCITÉ

[A compléter]

ANNEXE B:
MÉTHODES DE TRANSMISSION

[A compléter]

ANNEXE C:
PRÉCISIONS CONCERNANT LA PROTECTION
DES DONNÉES PERSONNELLES

[A compléter]

ANNEXE D:
QUESTIONNAIRE SUR LA CONFIDENTIALITÉ

[A compléter]

ANNEXE E :
AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR LESQUELLES L'ACCORD A PRIS EFFET

[A compléter]

ANNEXE F:
DATES PRÉVUES POUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Comptes	Définition prévue	Dates d'échange de renseignements prévues pour		
Nouveaux comptes	Un compte financier ouvert à partir du 1er janvier 2016 auprès d'une Institution financière déclarante	Septembre 2017		
		Comptes de personnes physiques de valeur élevée	Comptes de personnes physiques de faible valeur	Comptes d'entités
Comptes Préexistants	Un Compte financier géré par une Institution financière déclarante au 31 décembre 2015.	Septembre 2017	Septembre 2017 ou septembre 2018, en fonction de la date à laquelle le compte sera identifié comme un Compte déclarable.	Septembre 2017 ou septembre 2018, en fonction de la date à laquelle le compte sera identifié comme un Compte déclarable.

**MULTILATERAAL AKKOORD
TUSSEN BEVOEGDE AUTORITEITEN BETREFFENDE
DE AUTOMATISCHE UITWISSELING
VAN INLICHTINGEN INZAKE FINANCIËLE REKENINGEN**

Overwegend dat de Rechtsgebieden van de ondertekenaars van het multilateraal Akkoord tussen Bevoegde autoriteiten betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen (het "Akkoord") Partij zijn bij de Overeenkomst inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden of bij de Overeenkomst inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden zoals gewijzigd door het Wijzigingsprotocol bij de Overeenkomst inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden (de "Overeenkomst"), of gebieden zijn waarop deze Overeenkomst van toepassing is, of die hun intentie hebben ondertekend of uitgedrukt om de Overeenkomst te ondertekenen en erkend hebben dat de Overeenkomst ten aanzien van hen in werking moet treden en uitwerking moet hebben vooraleer de eerste uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen plaatsvindt;

Overwegend dat de Rechtsgebieden de intentie hebben de internationale naleving van de belastingvoorschriften te verbeteren door hun relatie inzake de wederzijdse bijstand in fiscale aangelegenheden verder uit te bouwen;

Overwegend dat de OESO, samen met de landen van de G20, de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering heeft uitgewerkt teneinde belastingvermijding en -ontduiking te bestrijden en de naleving van de belastingvoorschriften te verbeteren;

Overwegend dat een land dat zijn intentie om de Overeenkomst te ondertekenen heeft ondertekend of uitgedrukt, slechts een Rechtsgebied wordt zoals omschreven in Sectie 1 van dit Akkoord wanneer het Partij bij de Overeenkomst geworden is;

Overwegend dat de wetten van de respectieve Rechtsgebieden de financiële instellingen opleggen of zouden moeten opleggen inlichtingen omtrent sommige rekeningen mee te delen en de daarmee verband houdende zorgvuldigheidsprocedures na te leven, overeenkomstig de in sectie 2 van dit Akkoord omschreven draagwijdte van de uitwisselingen en overeenkomstig de rapporterings- en zorgvuldigheidsprocedures die zijn vastgelegd in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering;

Overwegend dat de wetgeving van de Rechtsgebieden periodiek zou moeten gewijzigd worden teneinde rekening te houden met de bijwerkingen van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, en dat, zodra die wijzigingen door een Rechtsgebied afgekondigd zijn, de definitie van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering geacht wordt te verwijzen naar de bijgewerkte versie voor dat Rechtsgebied;

Overwegend dat hoofdstuk III van de Overeenkomst de uitwisseling van inlichtingen, daaronder begrepen de automatische uitwisseling, voor fiscale doeleinden toestaat, en de Bevoegde autoriteiten van de Rechtsgebieden machtigt de draagwijdte en de toepassingsregels van die automatische uitwisselingen te definiëren;

Overwegend dat artikel 6 van de Overeenkomst bepaalt dat twee of meer Partijen onderling kunnen overeenkomen om automatisch inlichtingen uit te wisselen en dat de uitwisseling van inlichtingen op bilaterale basis plaatsvindt tussen Bevoegde autoriteiten;

Overwegend dat de Rechtsgebieden bij de eerste uitwisseling gezorgd hebben of zouden moeten gezorgd hebben voor (i) passende bescherming zodat de overeenkomstig dit Akkoord ontvangen inlichtingen vertrouwelijk blijven en uitsluitend gebruikt worden voor de doelstellingen waarin de Overeenkomst voorziet, en (ii) de vereiste infrastructuur voor een doeltreffende uitwisseling (daaronder begrepen procedures die garanderen dat er tijdig, nauwkeurig en vertrouwelijk inlichtingen worden uitgewisseld, dat er doeltreffend en betrouwbaar gecommuniceerd wordt en dat er middelen voorhanden zijn die het mogelijk maken de vragen en bezorgdheden met betrekking tot de uitwisselingen of tot de vragen om uitwisseling snel op te lossen en de bepalingen van sectie 4 van dit Akkoord toe te passen);

Overwegend dat de Bevoegde autoriteiten van de Rechtsgebieden de intentie hebben een akkoord te sluiten om de internationale naleving van de belastingvoorschriften te verbeteren op grond van automatische uitwisselingen in overeenstemming met de Overeenkomst, onverminderd de nationale wetgevende procedures (indien er zijn), met inachtneming van het recht van de EU (indien dat toepasselijk is) en onder voorbehoud van de vertrouwelijkheid en de waarborgen waarin de Overeenkomst voorziet, daaronder begrepen de bepalingen die het gebruik aan banden leggen van de inlichtingen die krachtens de Overeenkomst worden uitgewisseld;

De Bevoegde autoriteiten zijn de volgende bepalingen overeengekomen:

SECTIE 1

Begripsbepalingen

1. Voor de toepassing van dit Akkoord hebben de volgende termen en uitdrukkingen de betekenis zoals hierna omschreven:

- a) Onder "Rechtsgebied" wordt verstaan een land of een territorium voor hetwelk de Overeenkomst in werking is en uitwerking gekregen heeft — hetzij door ondertekening en bekrachtiging overeenkomstig artikel 28, hetzij door territoriale uitbreiding overeenkomstig artikel 29 — en dat dit Akkoord ondertekend heeft;
- b) Onder "Bevoegde autoriteit" wordt verstaan, voor elk respectief Rechtsgebied, de personen en autoriteiten die zijn opgesomd in Bijlage B van de Overeenkomst;
- c) Onder "Financiële instelling van het Rechtsgebied" wordt verstaan, voor elk respectief Rechtsgebied,
 - (i) iedere Financiële instelling die een inwoner is van het Rechtsgebied, met uitzondering van elk filiaal van die Financiële Instelling dat zich buiten het Rechtsgebied bevindt, en
 - (ii) elk filiaal van een Financiële instelling die geen inwoner is van het Rechtsgebied, indien dat filiaal zich in het Rechtsgebied bevindt;
- d) Onder "Rapporterende financiële instelling" wordt verstaan elke Financiële instelling van het Rechtsgebied die geen niet-rapporterende Financiële instelling is.
- e) Onder "Te rapporteren rekening" wordt verstaan een Financiële rekening die bij een Rapporterende financiële instelling geopend is en die, overeenkomstig de zorgvuldigheidsprocedures waarin de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering voorziet, geïdentificeerd is als een rekening die in het bezit is van een of meer Te rapporteren personen ten opzichte van een ander Rechtsgebied, of die in het bezit is van een niet-financiële passieve Entiteit waarvan een of meer Uiteindelijk belanghebbenden Te rapporteren personen zijn ten opzichte van een ander Rechtsgebied;

- f) Onder "Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering" wordt verstaan de standaard van de automatische uitwisseling van inlichtingen betreffende financiële rekeningen in fiscale aangelegenheden (daaronder begrepen de Commentaar) die werd uitgewerkt door de OESO samen met de landen van de G20;
- g) Onder "Secretariaat van het Coördinerend lichaam" wordt verstaan het Secretariaat van de OESO dat, overeenkomstig paragraaf 3 van artikel 24 van de Overeenkomst, het Coördinerend orgaan ondersteunt dat bestaat uit vertegenwoordigers van de Bevoegde autoriteiten van de Partijen bij de Overeenkomst;
- h) Onder "Akkoord dat uitwerking heeft" wordt voor twee Bevoegde autoriteiten, ongeacht dewelke, verstaan dat de twee Bevoegde autoriteiten hun intentie te kennen gegeven hebben om automatisch inlichtingen met elkaar uit te wisselen en de andere voorwaarden vervuld hebben waarin paragraaf 2.1 van sectie 7 voorziet. De Bevoegde autoriteiten voor dewelke dit Akkoord uitwerking heeft, zijn opgesomd in Bijlage E.

2. Elke term of uitdrukking die begint met een hoofdletter en die niet omschreven wordt in dit Akkoord, heeft de betekenis welke die term of uitdrukking op het desbetreffende tijdstip heeft volgens de wetgeving van het Rechtsgebied dat het Akkoord toepast, waarbij die betekenis conform is aan die welke voorkomt in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering. Tenzij de context anders vereist, of tenzij de Bevoegde autoriteiten een gemeenschappelijke betekenis zijn overeengekomen (zoals het nationale recht voorziet), heeft elke term die niet omschreven wordt in dit Akkoord of in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering de betekenis welke die uitdrukking op het desbetreffende tijdstip heeft volgens de wetgeving van het Rechtsgebied dat dit Akkoord toepast, waarbij elke definitie die voorkomt in de van toepassing zijnde belastingwetgeving van dat Rechtsgebied voorrang heeft op een definitie die is opgenomen in een andere wetgeving van hetzelfde Rechtsgebied.

SECTIE 2

Uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot Te rapporteren rekeningen

1.1. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 6 en 22 van de Overeenkomst en onder voorbehoud van de regels die van toepassing zijn inzake rapportering en zorgvuldigheid zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, wisselt elke Bevoegde autoriteit elk jaar met de andere Bevoegde autoriteiten voor dewelke dit Akkoord uitwerking heeft, automatisch de inlichtingen uit die overeenkomstig die regels verkregen zijn en die nader omschreven zijn in paragraaf 2.

1.2. Ongeacht de vorige paragraaf verstrekken de Bevoegde autoriteiten van de in Bijlage A opgesomde Rechtsgebieden de in paragraaf 2 vermelde inlichtingen, maar ze ontvangen ze niet. De Bevoegde autoriteiten van de Rechtsgebieden die niet voorkomen in Bijlage A ontvangen systematisch de in paragraaf 2 vermelde inlichtingen. De Bevoegde autoriteiten sturen die inlichtingen niet naar de Bevoegde autoriteiten van de in Bijlage A opgesomde Rechtsgebieden.

2. De inlichtingen die met betrekking tot elke Te rapporteren rekening van een ander Rechtsgebied uitgewisseld moeten worden, zijn de volgende:

- a) de naam, het adres, het TIN, de geboortedatum en -plaats (in het geval van een natuurlijke persoon) van iedere Te rapporteren persoon die een houder is van die rekening en, in het geval van een Entiteit die houder is van die rekening en waarvoor, na toepassing van de zorgvuldigheidsprocedures die omschreven zijn in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, één of meer Uiteindelijk belanghebbenden Te rapporteren personen blijken te zijn, de naam, het adres en het TIN van die Entiteit alsmede de naam, het adres, het TIN en de geboortedatum en -plaats van elk van die Te rapporteren personen;

- b) het rekeningnummer (of het functioneel equivalent daarvan bij het ontbreken van een rekeningnummer);
- c) de naam en (eventueel) het identificatienummer van de Rapporterende financiële instelling;
- d) het saldo of de waarde (met inbegrip van de Geldswaarde wanneer het om een Kapitaalverzekering of om een Lijfrenteverzekering gaat) op het einde van het desbetreffende kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode of, indien de rekening in de loop van dat jaar of die periode afgesloten werd, de afsluiting van de rekening;
- e) in het geval van een Effectenrekening:
 - (1) het totale brutobedrag van de interest, het totale brutobedrag van de dividenden en het totale brutobedrag van de overige inkomsten die door de op de rekening aangehouden activa zijn voortgebracht, dat in de loop van het kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode op de rekening, of ter zake van de rekening, gestort of gecrediteerd werd; en
 - (2) de totale bruto-opbrengst uit de verkoop of de afkoop van een goed die in de loop van het kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode op de rekening gestort of gecrediteerd werd en ter zake waarvan de Rapporterende financiële instelling opgetreden is als bewaarder, makelaar, naamlener of vertegenwoordiger van de Rekeninghouder;
- f) in het geval van een Depositorekening, het totale brutobedrag van de interest die in de loop van het kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode op de rekening gestort of gecrediteerd werd; en
- g) in het geval van een rekening die niet in paragraaf 2, e) of h) omschreven is, het totale brutobedrag dat tijdens het kalenderjaar of tijdens een andere passende referentieperiode aan de Rekeninghouder gestort of gecrediteerd werd en waarvan de Rapporterende financiële instelling de schuldenaar is, daaronder begrepen het totale bedrag van alle terugbetalingen die gedurende het kalenderjaar of een andere passende referentieperiode aan de Rekeninghouder werden gedaan.

SECTIE 3

Timing en toepassingsregels voor de uitwisselingen van inlichtingen

1. Voor de toepassing van de uitwisseling van inlichtingen waarin sectie 2 voorziet, kunnen het bedrag en de aard van de betalingen die met betrekking tot een Te rapporteren rekening werden gedaan, worden vastgesteld in overeenstemming met de beginselen van de belastingwetgeving van het Rechtsgebied dat de uitwisseling doet.
2. Voor de toepassing van de uitwisseling van inlichtingen waarin sectie 2 voorziet, vermelden de inlichtingen voor elk bedrag de valuta waarin het uitgedrukt is.
3. Wanneer het gaat om paragraaf 2 van sectie 2, en op voorwaarde dat voldaan is aan de kennisgevingsvereiste waarin sectie 7 voorziet, met inbegrip van de data die daar zijn vermeld, moeten de inlichtingen uitgewisseld worden binnen de negen maanden na het einde van het kalenderjaar waarop ze betrekking hebben, en voor de eerste keer met betrekking tot de in Bijlage F vermelde jaren. Ongeacht de vorige zin, is de verplichting om inlichtingen uit te wisselen voor een kalenderjaar slechts van toepassing indien dit Akkoord uitwerking heeft tussen de twee Bevoegde autoriteiten en indien hun respectieve Rechtsgebieden beschikken over een wetgeving die voorziet in het meedelen van

inlichtingen voor dat kalenderjaar conform de draagwijdte van de uitwisseling zoals omschreven in sectie 2 en conform de rapporterings- en zorgvuldigheidsprocedures die zijn vastgelegd in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering.

4. [opgeheven]

5. De Bevoegde autoriteiten wisselen automatisch de in sectie 2 omschreven inlichtingen uit volgens het schema van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering en in XML-formaat.

6. De Bevoegde autoriteiten streven naar en bereiken overeenstemming over één of meer methodes voor het toezenden van gegevens, daaronder begrepen de versleutelingsstandaarden, om de normalisatie te maximaliseren en de complexiteit en de kosten te verminderen, en vermelden die methodes in Bijlage B.

SECTIE 4

Samenwerking inzake de toepassing en uitvoering van het Akkoord

Een Bevoegde autoriteit brengt de andere Bevoegde autoriteit ervan op de hoogte wanneer de eerste Bevoegde autoriteit redenen heeft om aan te nemen dat een fout mogelijk geleid heeft tot het mededelen van onjuiste of onvolledige inlichtingen of dat een Rapporterende financiële instelling niet voldoet aan de geldende verplichtingen inzake rapportering en aan de zorgvuldigheidsprocedures ter zake van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering. De aldus geïnformeerde Bevoegde autoriteit past alle passende bepalingen van haar intern recht toe om die fouten te verbeteren of de in de kennisgeving beschreven gebreken te verhelpen.

SECTIE 5

Vertrouwelijkheid en bescherming van de gegevens

1. Alle uitgewisselde inlichtingen zijn onderworpen aan de verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en aan de andere beschermingsmaatregelen die zijn bepaald in de Overeenkomst, daaronder begrepen de bepalingen die het gebruik van de uitgewisselde inlichtingen beperken en, voor zover zulks nodig is om het vereiste beschermingsniveau van de persoonsgegevens te garanderen, overeenkomstig de beschermingsvereisten die nader bepaald kunnen worden door de Bevoegde autoriteit die de gegevens meedeelt krachtens haar intern recht en die vermeld zijn in Bijlage C.

2. Elke Bevoegde autoriteit brengt het Secretariaat van het Coördinerend lichaam onmiddellijk op de hoogte van elke inbreuk op de vertrouwelijkheid- of de beschermingsplicht en van elke sanctie en corrigerende actie die daaruit voortvloeit. Het Secretariaat van het Coördinerend lichaam geeft hiervan kennis aan alle Bevoegde autoriteiten voor dewelke dit Akkoord een Akkoord vormt dat uitwerking heeft met de eerstgenoemde Bevoegde autoriteit.

SECTIE 6

Overleg en wijzigingen

1. Wanneer er moeilijkheden zijn inzake de toepassing of interpretatie van dit Akkoord, kan elke Bevoegde autoriteit verzoeken om overleg te plegen met één of meer Bevoegde autoriteiten teneinde passende maatregelen uit te werken om de uitvoering van dit Akkoord te garanderen. De Bevoegde autoriteit die het overleg gevraagd heeft, moet zo nodig ervoor zorgen dat het Secretariaat van het Coördinerend lichaam geïnformeerd wordt over alle aldus uitgewerkte maatregelen, en het Secretariaat van het Coördinerend lichaam brengt al de Bevoegde autoriteiten, zelfs die welke niet hebben deelgenomen aan het overleg, op de hoogte van elke uitgewerkte maatregel.

2. Dit Akkoord kan bij consensus gewijzigd worden door middel van een schriftelijk akkoord van alle Bevoegde autoriteiten voor dewelke het Akkoord uitwerking heeft. Behoudens andersluidende bepalingen krijgt dergelijke wijziging uitwerking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een tijdvak van een maand na de datum van de laatste ondertekening van dergelijk schriftelijk akkoord.

SECTIE 7

Looptijd van het Akkoord

1. Op het tijdstip van de ondertekening van dit Akkoord, of zo spoedig mogelijk nadat haar Rechtsgebied gezorgd heeft voor de nodige wetgeving om de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering uit te voeren, moet een Bevoegde autoriteit een kennisgeving bezorgen aan het Secretariaat van het Coördinerend lichaam:

- a) waarin vermeld is dat haar Rechtsgebied gezorgd heeft voor de nodige wetgeving voor het uitvoeren van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering en waarin de relevante data worden gemeld die betrekking hebben op de Bestaande rekeningen, op de Nieuwe rekeningen en op de toepassing of voltooiing van de rapporterings- en zorgvuldigheidsprocedures;
- b) waarin bevestigd wordt of het Rechtsgebied moet voorkomen in Bijlage A;
- c) waarin één of meer methodes voor het toezenden van gegevens, daaronder begrepen de versleuteling, worden vermeld (Bijlage B);
- d) waarin, in voorkomend geval, de waarborgen voor de bescherming van persoonsgegevens worden gepreciseerd (Bijlage C);
- e) waarin wordt aangegeven dat zij de passende maatregelen heeft genomen om de vereiste vertrouwelijkheid en het naleven van de normen inzake de bescherming van gegevens te waarborgen, en waarbij de ingevulde vragenlijst betreffende de vertrouwelijkheid en de bescherming van gegevens wordt toegevoegd om te worden opgenomen in Bijlage D; en
- f) een lijst van Rechtsgebieden van de Bevoegde autoriteiten ten aanzien waarvan zij wenst dat dit Akkoord uitwerking krijgt, overeenkomstig de nationale wettelijke procedures (in voorkomend geval).

De Bevoegde autoriteiten zullen het Secretariaat van het Coördinerend lichaam snel kennis moeten geven van alle latere wijzigingen aan de hierboven vermelde bijlagen.

2.1. Dit Akkoord zal uitwerking krijgen tussen de twee Bevoegde autoriteiten op de laatste van de volgende data:

- (i) de datum waarop de tweede van beide Bevoegde autoriteiten de in paragraaf 1 bedoelde betekening heeft bezorgd aan het Secretariaat van het Coördinerend lichaam, daaronder begrepen de lijst van de Rechtsgebieden van de andere Bevoegde autoriteiten overeenkomstig paragraaf 1, alinea (f), en, indien dat van toepassing is,
- (ii) de datum waarop de Overeenkomst in werking getreden is en uitwerking heeft voor de twee Rechtsgebieden.

2.2. Het Secretariaat van het Coördinerend lichaam bewaart en publiceert op de Website van de OESO een lijst van de Bevoegde autoriteiten die het Akkoord ondertekend hebben en tussen dewelke dit Akkoord een Akkoord vormt dat uitwerking heeft (Bijlage E).

2.3. Het Secretariaat van het Coördinerend lichaam publiceert de inlichtingen die door de Bevoegde autoriteiten overeenkomstig paragraaf 1, alinea's (a) en (b), werden verstrekt op de Website van de OESO. De overeenkomstig paragraaf 1, alinea's (c) en (f), verstrekte inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de andere ondertekenaars, na schriftelijk verzoek daartoe aan het Secretariaat van het Coördinerend lichaam.

3. Een Bevoegde autoriteit kan de door dit Akkoord beoogde uitwisseling van inlichtingen opschorten door middel van een schriftelijke opzegging die gericht is aan een andere Bevoegde autoriteit en waarin gesteld wordt dat deze laatste een ernstige inbreuk pleegt of gepleegd heeft op dit Akkoord. Deze opschorting heeft onmiddellijke uitwerking. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "ernstige inbreuk" met name verstaan het niet naleven van de verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en van de bepalingen betreffende de bescherming van gegevens van dit Akkoord en van de Overeenkomst, het feit dat de Bevoegde autoriteit de passende inlichtingen niet of niet tijdig meedeelt zoals bepaald in dit Akkoord, of het aanmerken van Entiteiten of rekeningen van Financiële instellingen als niet rapporterend of als Uitgezonderde rekeningen in tegenspraak met de doelstellingen van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering.

4. Een Bevoegde autoriteit kan haar deelneming aan dit Akkoord of ten aanzien van een bepaalde Bevoegde autoriteit beëindigen door een schriftelijke opzegging toe te zenden aan het Secretariaat van het Coördinerend lichaam. Deze beëindiging krijgt uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van twaalf maanden vanaf de datum van de opzegging. In geval van beëindiging blijven alle krachtens dit Akkoord reeds ontvangen inlichtingen vertrouwelijk en onderworpen aan de bepalingen van de Overeenkomst.

SECTIE 8

Secretariaat van het Coördinerend lichaam

1. Behoudens andersluidende bepalingen in het Akkoord, brengt het Secretariaat van het Coördinerend lichaam alle Bevoegde autoriteiten op de hoogte van elke kennisgeving die zij ontvangt krachtens dit Akkoord en geeft zij kennis aan alle ondertekenaars van het Akkoord van de ondertekening van het Akkoord door een nieuwe Bevoegde autoriteit.

2. De kosten voor het beheren van het Akkoord door het Secretariaat van het Coördinerend lichaam worden jaarlijks gelijkmatig verdeeld onder alle ondertekenaars van het Akkoord. Ongeacht de vorige zin worden de landen die daarvoor in aanmerking komen, vrijgesteld van de verdeling van de kosten overeenkomstig artikel X van de Procedureregels van het Coördinerend lichaam van de Overeenkomst.

Gedaan in het Frans en het Engels, zijnde de twee talen gelijkmatig authentiek.

BIJLAGE A:
LIJST VAN DE RECHTSGEBIEDEN WAARVOOR ER GEEN WEDERKERIGHEID IS

[Te vervolledigen]

BIJLAGE B:**METHODES VOOR HET TOEZENDEN***[Te vervolledigen]*

BIJLAGE C:

NADERE UITLEG OMTRENT DE BESCHERMING VAN PERSOONSgegevens

[Te vervolledigen]

BIJLAGE D:
VRAGENLIJST INZAKE DE VERTROUWELIJKHEID

[Te vervolledigen]

BIJLAGE E:

BEVOEGDE AUTORITEITEN VOOR DEWELKE HET AKKOORD UITWERKING HEEFT

[Te vervolledigen]

BIJLAGE F:
VOORZIENE DATA VOOR DE UITWISSELING VAN INLICHTINGEN

Rekening n	Voorziene definitie	Voorziene data van de uitwisseling van inlichtingen voor		
Nieuwe rekeningen	Een Financiële rekening die geopend is vanaf 1 januari 2016 bij een Rapporterend e financiële instelling. september [jaar]	September 2017		
		Hogewaarderekening n van natuurlijke personen	Lagewaarderekening n van natuurlijke personen	Entiteitsrekening n
Bestaande rekeningen	Een Financiële rekening beheerd door een Rapporterend e financiële instelling op 31 december 2015.	September 2017	September 2017 of september 2018, afhankelijk van het tijdstip waarop de rekening als een te rapporteren rekening geïdentificeerd wordt.	September 2017 of september 2018, afhankelijk van het tijdstip waarop de rekening als een te rapporteren rekening geïdentificeerd wordt.